

Prix de l'abonnement

PAR TRIMESTRE.

Pour La Haye . s. 7 — Payable  
„ La Province- 8 — d'avance.

PRIX DES INSERTIONS.

Les premières 5 lignes fl. 1.50 timbre  
y compris et 20 cts. par ligne en sus.

# JOURNAL DE LA HAYE.

Bureau de la Rédaction

à La Haye, Spui n° 76.

BUREAU POUR L'ABONNEMENT LES

ANNONCES.

Chez M. van Weelden, libraire, Spui  
et chez les Héritiers Doorman,  
braires, Langen Poëten, à La Haye.  
Les lettres et paquets doivent être  
envoyés à la direction franc de port.

La Haye, 1<sup>er</sup> Mars

## Revue Politique.

Une correspondance de Berlin du 26 février mande qu'il est arrivé en cette ville un courrier de St-Petersbourg apportant à l'envoyé russe, M. de Meyendorff, la note circulaire que le gouvernement russe vient d'adresser à toutes les grandes puissances européennes. Cette note déclare très-nettement que la Russie veut le maintien de l'intégrité des traités de 1815, en tant qu'ils n'ont pas été modifiés d'une manière légale, et que le gouvernement des Autrichiens envisagera tout changement apporté à ces traités sans sa coopération, comme un *casus belli*. Cette note a d'autant plus d'importance qu'elle arrive justement au moment où l'Autriche tient le langage au sujet de la question italienne.

Il paraît que le gouvernement autrichien a enfin arrêté un plan re'ativement à la réorganisation de la Hongrie. Ce plan, si nous en croyons une correspondance de Vienne, consisterait dans la séparation complète de la Hongrie, la Croatie, la Slavonie, le palatinat de Serbie et la Transylvanie, pour former des provinces indépendantes qui seraient incorporées dans l'empire. La Hongrie elle-même continuerait à former un seul pays, malgré les diverses nuances de nationalité qu'on y rencontre. Elle aura une administration et une législature séparées de celles de l'empire, et il y a que l'armée, les finances et les douanes qui seront les mêmes pour les deux pays. Pour parvenir à introduire cette réorganisation, le gouvernement se propose de convoquer des hommes méritant toute confiance, appartenant à ces différentes nations et qui lui prêtent leur appui désintéressé dans cette grave question.

Les chambres prussiennes sont de nouveau réunies pour terminer l'œuvre de la constitution qui dure depuis bientôt un an. La nouvelle constitution est, comme le dit le discours de la couronne, l'accomplissement des promesses faites au mois de mars. L'opposition, en prenant part aux élections prescrites par cette nouvelle charte, l'a par cela même reconnue de fait; il ne s'agit donc plus que de la soumettre à la sanction législative que de sa révision. Il va de l'honneur de la représentation prussienne de ne pas donner encore une fois à l'Europe le triste spectacle du renouvellement des scènes qui ont amené les derniers conflits constitutionnels entre la couronne et une partie de l'assemblée; conflit qui a failli placer la Prusse entière au bord d'un abîme sans fond. Il n'y a pas un seul pays en Europe, y compris la France, qui, en si peu de temps, ait subi tant de crises que la Prusse. Cinq différents ministères depuis le mois de mars! Et qui plus est, c'est que depuis qu'on s'y occupe de la réforme des institutions politiques, on a successivement les cartes des états réunies, l'assemblée nationale, la constituante, qui a été dissoute, et les deux chambres actuelles; tous ces changements, toutes ces mutations en moins de deux ans! A qui la faute? aux Waldeck, aux Jacobi, aux Temme et aux Unruh; il est inutile de dire qui supporte les déplorable conséquences des fautes commises.

La première lutte qui s'ouvrira dans le parlement prussien, ce sera la nomination du président de la Seconde Chambre, où les partis auront l'occasion de mesurer leurs forces respectives. Le parti constitutionnel présente M. de Grabow, celui qui a voulu servir d'intermédiaire entre la couronne et l'assemblée croupion; le parti révolutionnaire a choisi pour candidat ce M. Unruh qui a eu la plus large part dans ce conflit; c'est lui qui a proclamé le vote sur le paiement de l'impôt; c'est lui, enfin, qui a été la véritable cause de l'état de siège qui a tant chagriné les démagogues de Breslau. Certes, il aurait été à désirer que l'état de siège eût été levé avant l'ouverture de la session afin d'ôter à l'opposition le prétexte que les délibérations ne sont pas libres; mais on sait aujourd'hui positivement que le gouvernement était fermement résolu à lever l'état de siège et que s'il l'a maintenu, c'est à cause des nouvelles inquiétantes qui lui étaient parvenues sur les projets des démagogues. La rédaction primitive du paragraphe du discours d'ouverture, qui a rapport à l'état de siège de Berlin, l'annonçait assez clairement. Voici comment était d'abord conçu ce paragraphe:

„ Pour établir l'autorité des lois on a dû mettre la capitale et ses environs en état de siège. Il ne saurait être levé que lorsque la sécurité publique, toujours menacée, ce qui a rendu cette mesure inévitable, sera suffisamment garantie par des mesures énergiques. Ces projets de loi vous seront présentés dans peu.

Nous ignorons le motif qui a pu causer ce changement de rédaction; mais, ce dont nous sommes certain, c'est qu'il ne tient pas à une poignée d'hommes dans la seconde chambre d'accélérer la levée de l'état de siège. Nous les attendrons à l'œuvre.

La Gazette des Postes publie la déclaration collective du gouvernement prussien et des gouvernements allemands qui ont adhéré à l'opinion du premier, au sujet du projet de constitution. A cette déclaration sont jointes les projets de modification. Le point de vue de cette déclaration, qui est signée par les plénipotentiaires des états allemands, à l'exception de ceux de l'Autriche, de la Bavière, du Hanovre, de la Saxe royale et du Wurtemberg, est celui de l'état fédéré. Nous reproduisons demain ce document in extenso.

Il a été fait communication à l'assemblée de Francfort, dans la séance du 26, des déclarations et observations faites par les divers gouvernements sur la constitution allemande. La principale porte sur la création même de l'empire allemand. La Prusse, en l'état d'accord avec plusieurs Etats, demande que l'on constitue un état fédéré et non pas un empire. Ce changement est d'une grande importance.

Le ministère vient d'être inopinément modifié en Saxe. La politique ministérielle de la Bavière que l'on croyait terminée, est au contraire dans toute sa force; et les chambres vont être prorogées indéfiniment, afin de laisser au roi le temps de reconstituer son administration. Toutes ces oscillations décelent un mal profond.

L'occupation de Ferrare par une armée de 10,000 Autrichiens est maintenant certaine.

Avant-hier on regardait également, à Paris, comme avéré le fait d'un mouvement de la Romagne en faveur du pape.

Les journaux de Turin confirment la nouvelle de la défaite de M. Gioberti.

Si nous en croyons le *Risorgimento*, en perdant la confiance de la chambre, M. Gioberti n'aurait pas perdu celle du pays. L'opinion publique lui serait, au contraire, plus favorable depuis sa chute, témoin les ovations adressées au ministre disgracié. Il serait même déjà rentré aux affaires, si nous devons en croire l'une de nos correspondances. Un nouveau revirement se serait opéré en sa faveur, à la suite d'une démonstration du parti monarchique plus solennelle que toutes les autres. Nous ne pouvons que demander si notre correspondant était ou non bien informé.

Quoi qu'il en soit, la situation de Turin est loin d'être rassurante.

La chambre des députés a tenu séance le 22 février. Le ministère y a déclaré qu'il ne cesserait pas d'adhérer aux principes proclamés dans le programme du 16 décembre.

Noas avons fort peu de nouvelles de Florence, et il n'y en a aucune de Rome.

La *Concordia* du 23 parle d'une rencontre qui aurait eu lieu à Pietra-Santra, sur les frontières de Toscane, entre les troupes du général Laugier, le fidèle défenseur de Léopold II, et la garde nationale. Un pareil événement n'est pas improbable.

La situation de Florence était déplorable à la date des dernières nouvelles. Le gouvernement provisoire, aux abois, était devenu l'instrument le plus complet du cercle populaire, c'est-à-dire de tous les exaltés démagogues qui sont étrangers à la Toscane. La désertion des troupes en faveur de Léopold augmentait rapidement.

Ainsi, voilà l'Italie en lutte avec elle-même; voilà les premiers auteurs du mouvement révolutionnaire armés contre la force qu'ils ont déchaînée. L'anarchie leur fait peur! ils ont raison. Toutes les révolutions fournissent partout les mêmes spectacles. On dirait que les hommes n'apprennent rien du passé. On parle d'expérience! Qu'est-ce que l'expérience? une théorie d'histoire. M. d'Azeglio, l'abbé Gioberti et le P. Ventura sont trois intelligences d'élite: qu'est-ce qu'ils avaient vu dans les révolutions antérieures? des fautes qu'il leur serait donné d'éviter. Eh bien! ils les ont toutes imitées une à une. Maintenant ils sont débordés et ils tombent. Ce résultat n'a rien d'étonnant. Depuis soixante ans, voilà ce qu'on a vu en France. On y fait des révolutions, et puis on veut les contenir et les discipliner. C'est ce jeu terrible que nous voyons se renouveler en Italie.

Que deviendra l'Italie dans ce mouvement contre elle-même, dans ce double travail de révolution et de résistance? A juger l'avenir par les indécisions de la politique, nous devons dire qu'il ne se présenterait à nous que sous des aspects sinistres. Nous voyons partout l'esprit révolutionnaire se déployer avec énergie et avec audace, et partout l'esprit contraire se manifester avec ses timidités accoutumées. La conséquence de cette double conduite serait assez claire.

On s'est ému à Paris de la nouvelle de l'entrée des Autrichiens à Ferrare. Ce n'est pas que le gouvernement français songe à défendre la cause qu'ils y vont combattre. Mais la France ne veut pas laisser le cabinet de Vienne intervenir seul dans les Etats pontificaux. Telle est, du moins, la conclusion qui ressort à l'évidence d'un article de la *Patrie* que nous reproduisons plus loin.

L'anniversaire de février a provoqué sur divers points de la France quelques manifestations anarchiques qui, heureusement, ont été presque partout réprimées aussitôt par l'autorité. Dans une seule ville, à Narbonne, les agents du pouvoir ont manqué de bonne volonté ou d'énergie, mais le *Moniteur Universel*, qui publie ces détails, nous apprend en même temps que le sous-préfet de Narbonne a été révoqué.

Comme on le voit, l'attitude du gouvernement continue à être énergique. On sévit sans hésiter contre les fonctionnaires, à quelque rang qu'ils appartiennent, dès qu'il est constant qu'ils ont failli devant l'émeute. Situation bizarre que celle de la France! Il s'y trouve un gouvernement républicain qu'attaquent tous les jours les républicains et que défendent les royalistes.

L'assemblée nationale a fixé avant-hier à 9,000 francs par an, l'indemnité des représentants du peuple.

Augure sinistre! Une députation de clubs et des sociétés secrètes de Paris vient de partir pour Rome.

Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur les nouvelles d'Angleterre que nous publions plus loin. Lord Palmerston a été interpellé sur la question italienne et a expliqué le sens dans lequel l'Autriche se propose de négocier au sujet de la question italienne. Ces nouvelles nous sont communiquées par voie extraordinaire. Nous ferons remarquer à nos lecteurs que depuis l'ouverture du parlement britannique, nous publions toujours les nouvelles de Londres et d'Amérique ainsi que celle du Brésil et des autres pays transatlantiques, vingt-quatre heures avant tous les autres journaux du continent.

Les nouvelles de Portugal du 19 février annoncent que le gouvernement a réussi à contracter avec la banque de Lisbonne un emprunt de 180 contos, dont les trois quarts seront fournis en numéraire et le reste en traites. On parlait toujours de la retraite du cabinet Saldanha qui serait remplacé par le duc de Terceira.

On avait à Londres des nouvelles de Buenos-Ayres du 14 décembre. Elles confirment la nouvelle que M. Southern, quoique traité avec égard par Rosas, n'avait pas été reçu en sa qualité officielle de plénipotentiaire de la Grande-Bretagne. On pensait que sa réception aurait lieu après l'arrivée des dépêches qu'il attendait de l'Angleterre.

On lit dans le *Staats-Courant*:

„Plusieurs journaux étrangers empruntent au *Journal des Postes de Francfort* la nouvelle que, d'après un traité conclu entre les gouvernements des Pays-Bas et de l'Autriche, une partie considérable de la flotte hollandaise, commandée par un amiral, aurait été mise pour un temps déterminé à la disposition de l'Autriche.

Nous savons de source certaine que pas un navire de guerre, pas un seul officier ou soldat n'a été mis à la disposition de l'Autriche par le gouvernement néerlandais.

Les actionnaires de la société du chemin de fer hollandais se sont réunis hier à Amsterdam dans une assemblée générale. 1949 actions étaient représentées, ayant droit à 315 votes. M. l'ingénieur Conrad a fait un rapport sur la situation de la société. Il résulte de ce rapport que 4660 trains ont parcouru la voie ferrée, que 876,671 voyageurs ont fréquenté ce chemin de fer, que 12,900,275 kilog. de marchandises, etc. ont été transportés, et que le produit total en 1848 s'est élevé à fl. 907,255.63.

— Les membres de la *Liedertafel Cecilia* de La Haye ont donné, hier, à S. A. R. le Prince Frédéric des Pays-Bas, qui a accepté le protectorat de cette société, une brillante sérénade. Parmi les magnifiques morceaux de chant qui ont été exécutés se trouve la pièce intitulée: *Hommage au Prince*, qui est de la composition du directeur de la *Liedertafel*, M. Renaud.

— Le courrier d'Allemagne ne nous est pas parvenu aujourd'hui.

La *Patrie* publie aujourd'hui un article important sur les affaires d'Italie. Si, comme il est permis de le supposer, le langage de ce journal est conforme aux vues du gouvernement, il faut en conclure que la France ne laissera pas l'Autriche intervenir seule en Italie. Voici comment s'exprime la feuille parisienne:

„Le mouvement opéré par les Autrichiens à Ferrare met la France dans la nécessité de ne pas rester en arrière, et de prendre enfin dans cette question italienne, devenue si palpitante, une attitude digne de la place qu'elle occupe au premier rang des nations catholiques.

„La situation devient de plus en plus pressante; elle est solennelle, et l'instinct décisif est arrivé, nous le croyons. Cependant l'Autriche, en faisant tout à coup avancer la question, ne laisse pas que de l'avoir compliquée en ce qui nous concerne.

„L'indépendance de l'Italie, sa résurrection comme nation, nous l'avons appelée de tous nos vœux, et en cela nous étions en communauté de pensée avec le vénérable Pontife qui le premier a rallumé en Italie ce flambeau de la liberté que la démagogie romaine vient de transformer en torche d'incendie.

„D'abord, sacrifiant nos véritables intérêts, nous avons voulu laisser à l'Italie le temps d'arriver à mettre un terme à de funestes conflits, et à le faire *da se*, comme disent les Italiens, et au profit même de leur indépendance. Mais aujourd'hui que les flots de l'anarchie mugissent et montent de toutes parts, prêts à engloutir l'Italie; aujourd'hui, que la démagogie, dont les têtes, comme celles de l'hydre, renaissent au fur et à mesure qu'on les coupe, menacent l'Europe entière; aujourd'hui, nous devons songer à enchaîner le monstre; car, parti de France pour aller ravager l'Italie, il nous reviendrait peut-être, et tâcherait de reprendre ici l'œuvre de destruction accomplie là-bas.

„Qui donc oserait penser avec bonne foi que l'indépendance italienne sortirait des cercles populaires de Rome? Ceux-là peut-être qui ne craignent pas d'affirmer que notre liberté s'était réfugiée dans les clubs socialistes, dont les doctrines ont armés les malheureux insurgés de juin. Mais nous n'avons pas à nous arrêter à ce faux enthousiasme des faux amis de la liberté. A eux permis de donner, par-dessus des Alpes, la main à leurs frères de Rome. Quant à nous, les hommes qui ont oublié ce qu'ils devaient à Pie IX et béni le poignard d'un assassin, ne sont point nos frères. Ces hommes-là, croyez-le, ne sauveront pas l'indépendance italienne; ils la tueront, et ils finiront ainsi logiquement puisqu'ils ont commencé par tuer....

„Mais maintenant, suffit-il que le gouvernement français repousse officiellement le mazzinisme qui règne à Rome? Nous disions plus haut que l'Autriche, en faisant entrer ses soldats à Ferrare, avait avancé la question tout en la compliquant. En effet, irons-nous intervenir à la suite de l'Autriche? D'un autre côté, la laisserons-nous agir seule, et nous, nation catholique, nous contenterons-nous d'applaudir de loin au rétablissement de Pie IX sur le trône de saint Pierre, et au retour des saines idées libérales dans la capitale du monde chrétien?

„Assurément cela ne se peut pas. En demeurant spectatrice impassible des événements qui s'accomplissent en ce moment en Italie, la France catholique méconnaîtrait son droit et manquera à sa dignité. Les dernières nouvelles du Piémont ne permettent plus l'hésitation, et nous demandons qu'on se hâte de prendre à cet égard une décision franche autant qu'énergique.

„Nous ignorons quelle sera la conduite du gouvernement dans cette grave circonstance, mais nous espérons fermement que le président de la république, qui a jusqu'ici prouvé combien il savait comprendre les intérêts et la gloire de la France, loin de rester en arrière de l'honorable général Cavaignac, qui avait préparé, on le sait, une expédition pour Civita-Vecchia, ne faillira pas aux devoirs impérieux qui lui sont imposés, croyons-nous, par les récents événements dont l'Italie vient d'être le théâtre.

Ce qui annonce une audace peu commune, de la part des révolutionnaires de la Toscane, dit avec raison le *Journal des Postes*, dans un article qu'elle consacre aux affaires de ce pays, c'est le décret qui réunit la Toscane aux Etats romains. On n'a pas oublié certainement ce qui se passa en Lombardie aux mois de mai et de juin de l'année dernière. Le parti qui, sous l'inspiration et la direction de M. Gioberti, travaillait à constituer le royaume de la Haute-Italie, voulut, à tort ou à raison, faire proclamer immédiatement la réunion au Piémont des provinces lombardo vénitienne. Le peuple de ces provinces fut appelé à voter là-dessus. Des registres furent ouverts dans toutes les paroisses, et, à une immense majorité, presque à l'unanimité, il se prononça pour la fusion.

Que fit M. Mazzini? Il semble qu'un parti si résolu de la fusion, qu'il la débattre de sa propre autorité entre Rome et Florence, aurait dû applaudir à cette conduite des Lombards. Pas le moins du monde. En rentrant en Italie au mois de mai, il fonda un journal, *Italia del Popolo*, où il ne cessa d'entraîner le gouverne-



ment provisoire de Milan, de jeter de la défaveur et des soupçons sur Charles-Albert et de déblatérer contre la réunion de la Lombardie au Piémont. La réunion acceptée par le peuple lombard, il protesta au nom du peuple italien, continua à fomentier la guerre civile à Milan et le désordre dans les rangs de l'armée, jusqu'au jour où les Piémontais battirent en retraite devant les Autrichiens. Ce jour-là le foudre de guerre, qui devait se mettre à la tête des volontaires, délogeait sans tambour ni trompette, allait se réfugier dans le canton du Tessin, et un mois plus tard, quand il se vit à une distance respectueuse des colonnes de Radetzky et de celles de Charles-Albert, il sortait de sa cachette et lançait une proclamation contre les tyrans et leurs suppôts, et inaugurerait, disait-il, la guerre des peuples contre celle des rois.

Et c'est cet homme, qui, aux mois de mai et de juin, a jeté la désorganisation dans l'armée, la guerre civile dans la Lombardie et compromis l'indépendance italienne pour repousser toute fusion, qui aujourd'hui décrète, d'abord la république, ensuite l'union territoriale de la Toscane aux Etats romains.

Mais il pourrait bien apprendre, et avant peu, d'après les correspondances qui nous arrivent de l'Italie, que les braillards des rues ne constituent pas toute la nation. A part Livourne, les provinces se prononcent toutes hautement contre la manière dont on a disposé de leur nationalité. Dans l'armée, l'indiscipline est telle que la colonne envoyée pour réprimer le mouvement d'Empoli, s'est révoltée contre le général d'Apice, qui la conduisait, en lui déclarant qu'il était un *âne*, à peine capable de faire un caporal. Or, après Garibaldi, dit l'Opinion, d'Apice est réputé le premier homme de guerre de la république italienne. C'est le bras droit de Mazzini, qu'on juge des autres!

### Le nouveau parlement prussien.

La session du nouveau parlement prussien a été ouverte lundi dernier. Cet événement, qui doit avoir une très-grande importance pour les destinées politiques de la Prusse et de l'Allemagne tout entière, donne un certain intérêt à l'article suivant, dans lequel le *Journal des Débats* retrace à grands traits les circonstances qui ont amené la convocation des deux chambres prussiennes, esquisse leur physionomie et expose la mission qui les attend et la situation des esprits et des partis en Prusse. Nous regrettons que l'abondance des matières nous ait empêché de publier hier cet intéressant article :

„Nous sommes loin à présent de cette fameuse diète de 1847 où l'esprit libéral et constitutionnel cherchait à se faire jour en dépit des formes féodales dont on l'avait affublé. Les quatre ordres des seigneurs, des chevaliers, des bourgeois et des paysans, sont à jamais rentrés dans le domaine du passé auquel ils avaient été empruntés par une érudition trop rétrospective. Encore fut-on obligé, s'il nous en souvient, de les y jeter un peu brusquement, tant on les trouvait difficiles à vivre, depuis qu'ils avaient respiré l'air du siècle.

„La constituante de 1848 n'a pas mieux abouti que la diète de 1847. Ce n'était pas tant l'air du siècle, c'était la fièvre du jour qui l'inspirait. Le gouvernement, qui n'avait pu supporter l'opposition intelligente des hommes de 1847, après l'avoir volontairement provoquée, était puni de ses tergiversations par la violence démagogique des révolutionnaires de 1848. Ceux-ci renversèrent le cabinet et se mirent à proposer au *Landtag* de supprimer presque la royauté, lorsque la royauté s'est tirée de leurs mains par le coup d'Etat de novembre. Les provinces n'ont pas voulu suivre le signal qu'on leur donnait de Berlin en décrétant le refus de l'impôt, et le général Wrangel a pu, sans obstacle, pourchasser l'assemblée de retraite en retraite, jusqu'à ce qu'il eût fermé, le sabre à la main, tous les lieux où elle essayait successivement de délibérer. Le drame, qui s'annonçait d'une façon plus sanglante, a fini par une tragi-comédie.

„Le parlement à deux chambres de 1849 sera-t-il maintenant plus heureux et plus calme que la constituante unique de 1848? Malgré les auspices un peu plus favorables de ces derniers jours, il est assez difficile d'être bien rassuré: il y a trop de questions pendantes et trop de passions aux prises, il y a trop d'égalité dans les partis qui se disputent la place, pour que de l'un ou de l'autre côté la place soit vidée sans coup férir.

„On se rappelle que la constituante de 1848 fut dissoute avant qu'elle eût rien constitué. Le roi fit à lui tout seul la charte que les mauvais vouloirs de l'assemblée l'empêchaient de faire en commun avec elle. Malheureusement on a toujours le tort à Potsdam de se mettre en route trop tard pour arriver à propos. Les lettres patentes du 3 février, qui convoquaient la première diète prussienne, auraient été merveilleusement accueillies en 1840; leur odeur de parchemin du moyen-âge leur valut en 1847 une réception médiocrement enthousiaste.

„La charte du 5 décembre 1848, plus avancée que la constitution belge, aurait pour le moins dépassé les vœux des plus hardis libéraux de 1847; nous doutons qu'ils l'aient même aujourd'hui souhaitée si radicale. Elle ne satisfait pas encore les vœux des démocrates de 1849; elle répugne profondément aux convictions obstinées des défenseurs de la société d'autrefois, aux instincts des vieux Prussiens. Elle tombe ainsi entre deux camps qui, chacun de leur point de vue, la repoussent.

„La vieille Prusse, qui ne manque pas encore de représentants énergiques, le parti des conservateurs absolus, bureaucrates ou gentilshommes, qui a choisi pour devise: *Avec Dieu, pour le roi et la patrie!* toute cette forte race des propriétaires fonciers de la Poméranie, du Brandebourg et de la Saxe, reproche à la charte du 5 décembre de porter une dernière atteinte à la monarchie déjà trop ébranlée; elle voit là une source inépuisable de révolutions, et si la nécessité des convenances, si l'amour sincère de l'ordre ne devaient arrêter ce *tele d'ultra*, peu s'en faudrait que tout ce côté ne s'unît avec ses plus acharnés adversaires pour mettre à néant la constitution. Telle est, en effet, la base d'attaque choisie par les démocrates, tel est l'article principal du programme qu'ils ont imposé dans les élections à leurs candidats.

„La charte royale du 5 décembre est un libéralisme incontestable, et la constituante dissoute n'eût pas été plus avancée; tout le monde en convient; elle admet même le droit de révision, et la voie légale reste ouverte à tous les progrès que la sagesse révolutionnaire pourra proposer. Qu'importe! Cette charte a été octroyée et non pas discutée; elle est dans la forme une concession du roi, au lieu d'être une conquête sur le roi; il lui manque la racine du droit, le terrain du droit, le *Rechtsboden* plus ou moins imaginaire qui plaît aux Allemands et sur lequel ils aiment toujours se tenir. Donc, elle n'a ni force de loi, ni validité d'existence; donc elle n'est rien, donc on doit reprendre l'œuvre con-

stitutionnelle au 9 novembre, à partir du jour où elle fut interrompue par l'avènement du ministre Brandebourg et par les soldats de Wrangel; on doit tenir tout l'intervalle pour vide.

„Voilà le raisonnement des démocrates; et comme il rentre beaucoup dans le formalisme prussien, comme les espérances et les menées des radicaux se dissimulent ici sous une question de stricte légalité, il ne serait pas impossible que leurs rangs se grossissent de gens qui ne leur appartiennent pas en principe, mais qui, sur ce point là, s'en iraient à eux par roideur d'esprit. Les gens raisonnables qui, sans se préoccuper outre mesure du défaut de forme, font la part des circonstances et veulent à tout prix sortir d'une complication de plus en plus anarchique, les vrais modérés auront peut-être bien de la peine à percer les obstacles qu'ils vont rencontrer dès l'entrée de la carrière.

„La composition du parlement, la manière dont les opinions y sont réparties, si elle est bien celle sur laquelle on semble maintenant à peu près fixé, donne cependant l'idée d'un ensemble plus sage que celui de la représentation de 1848. On sait que le parlement prussien, d'après la charte du 5 décembre, est formé de deux chambres, une chambre haute élue par le suffrage direct d'électeurs censitaires, qui doivent ou payer un impôt personnel de 10 thalers, ou posséder une propriété de 5,000 thalers; une seconde chambre nommée par le suffrage universel, mais avec deux degrés.

„La première chambre, telle qu'elle vient de sortir du scrutin, est éminemment constitutionnelle et conservatrice. La seconde est surtout l'arène où les partis se heurteront. Elle admet 350 membres, dont 20 restent encore à connaître par suite des doubles élections. Sur les 330 déjà connus, 180, dit-on, sont plus ou moins entièrement dévoués à l'ordre et à la constitution; 130 plus ou moins décidés à suivre jusqu'au bout l'étendard démocratique, et le mot de démocratie est en Allemagne encore plus élastique et plus vague que chez nous.

„Démocrates et constitutionnels vont donc se serrer de plus près que jamais sur ce nouveau terrain, et quand on voit une bataille qui menace d'être si vive, s'engager à propos d'une constitution aussi libérale que celle du 5 décembre, on peut bien penser que les noms mêmes des deux partis ont un autre sens que leur sens habituel. Il s'agit bien moins de la constitution en particulier pour les constitutionnels, que de l'ordre en général, que de la conservation des principes indispensables au maintien du corps politique menacé par ces bourrasques sans fin qui ne cessent de l'assaillir. Et pour les démocrates, ou du moins pour les plus actifs d'entre eux, pour ceux qui mènent les autres, comme on l'a vu dans les tristes événements de novembre, ils s'agit bien moins de cette sage et vraie démocratie dont nous commençons presque à désespérer, que de toutes les audaces inventées ou copiées, dont le mot de démocratie est devenu synonyme dans la bouche des partis extrêmes.

„L'extrême gauche sera certainement plus forte dans cette nouvelle assemblée que la gauche gouvernementale, comme disent les Allemands, qui vivent toujours de nos vieilles qualifications parlementaires; l'extrême gauche comptera pas mal de membres qui avouent hautement leur prédilection pour la république rouge, encore un mot allemand! La gauche de la constituante est revenue presque tout entière, même avec ses plus téméraires chefs, à l'extrême gauche. Il y manque, il est vrai, M. de Reichenbach; mais on assure qu'il a été remplacé par un autre ex-comte démagogue.

„Nous avons maintenant quelque lumière de plus sur la conduite de tous ces représentants dans le mois de novembre, et si les révélations publiées par le gouvernement prussien comme documents officiels sont parfaitement authentiques, la gauche de 1848 a touché de bien près au complot et au crime de haute trahison dans ses rapports avec le prétendu congrès démocratique qui de Berlin, d'où il a été chassé par le général Wrangel, s'est transporté à Koethen et à Leipsic.

„Il y a quelques jours à peine, M. Waldeck déclarait devant ses électeurs que Berlin n'avait jamais été plus tranquille qu'au mois de novembre; c'était, à l'entendre, le gouvernement qui conspirait, la réaction qui rêvait l'anarchie à force de la vouloir. Nous connaissons tous ce langage-là; il paraît qu'il fait le tour du monde. Et cependant c'était en novembre que le congrès démocratique, se disant d'accord avec la gauche de l'assemblée, prenait les résolutions suivantes :

„1. Le bien-être matériel étant la seule base de la liberté politique, les questions sociales ne peuvent être résolues qu'au moyen d'une république démocratique et sociale; 2. la terre étant la propriété de l'humanité, et non pas d'un homme ou d'une caste, tout ce que le producteur ne peut consommer lui-même doit être partagé dans le peuple, et le peuple doit vider par la force des armes la question de propriété qui existe entre la bourgeoisie et lui; 3. nous voulons une révolution et non plus une émeute: maintenant on jamais! „

„C'était aussi en novembre qu'un agent démocratique écrivait à ses correspondants que l'avis à lui donné par M. d'Ester et par M. de Reichenbach serait de mettre le trouble par toute la province, pour obliger le gouvernement à disperser ses forces; c'était enfin dans ce même mois qu'un membre de la gauche, le pasteur Hildenhagen, prêchait publiquement aux soldats la désertion en masse, et s'adressait du haut de la chaire, aux pères et mères des soldats prussiens, pour les engager à maudire leurs fils s'ils n'abandonnaient pas les drapeaux du roi. M. Hildenhagen a été réélu et siégera dans la nouvelle chambre.

„Il s'en faut, d'autre part, que Berlin jouisse encore d'une tranquillité très-profonde: la populace y est mauvaise; le public des gens de lettres et des libraires, auteurs et éditeurs de petits journaux et de petits pamphlets, cette armée des *littératens* dont nous n'avons guère l'idée, et qu'on ne peut lever que dans une capitale allemande, cette foule fiévreuse souffre l'incendie, malgré la rigueur de l'état de siège. Il y a dans ce bord-là les éléments d'un désordre plus brutal et plus stérile encore que chez nous, et la garde nationale berlinoise n'est pas précisément décidée à se battre beaucoup pour quoi que ce soit. Des rumeurs sinistres annoncent d'ailleurs un glorieux renouvellement de l'année révolutionnaire pour ces jours de mars qui en 1848 ont soulevé toute l'Allemagne; ils doivent au moins, cette fois, la bouleverser.

„En face de ces périls, dont on ne peut calculer les conséquences, tous ceux qui n'aiment ni les aventures ni les excès n'ont qu'une politique à suivre: la politique de l'union. Le parlement prussien de 1849 comprend beaucoup plus d'hommes à la fois distingués et sages que n'en comprenait l'assemblée de 1848. Il y a les ministres de 1847 et leurs adversaires, devenus ministres

après la révolution même, lorsqu'elle eut tour à tour culbuté M. Camphausen, M. d'Auerswald, M. Hansemann, qui ont encore essayé de conduire et de maintenir M. Grabow, par exemple. Que toutes ces honorables personnes fassent entre elles un véritable pacte de salut public. Entre MM. de Bodelschwing, le dernier serviteur de la royauté absolue, et de Vinke lui-même, son redoutable antagoniste d'autrefois, il ne saurait y avoir aujourd'hui de différence que par le souvenir.

„Il faut que ce souvenir s'efface devant les nécessités d'une ère toute neuve et d'un danger commun; il faut que les tiers partis qui, en 1848, ont montré plus de passion pour les portefeuilles que pour le bien général, disparaissent en 1849; il faut que les vieux Prussiens, ceux qu'on nomme les Prussiens *spécifiques*, se relâchent de leur fanatisme rétrograde, et sacrifient quelque chose à la raison des libéraux modérés, pour ne pas tout livrer à la folie des radicaux. Il faut enfin qu'il n'y ait plus ni d'extrême droite, ni de centre gauche, ni de centre droit, mais un seul et même parti, fort de son union sur toutes les questions vitales qu'on doit absolument ou trancher vite dans l'intérêt de la société ou laisser trancher contre elle.

„Nous ne savons pas s'il est donné à ce temps-ci d'avoir encore tant de prudence, et nous souhaitons cette politique plus que nous n'y comptons. En attendant, et pour terminer par un conseil de circonstance, ajoutons que la royauté peut elle-même contribuer beaucoup à la formation de ce grand parti où réside aujourd'hui tout son espoir: elle n'a pour s'y employer qu'à changer le cabinet extra-parlementaire auquel les événements de novembre l'ont forcée de se réduire.

„Le ministère de MM. de Brandebourg et de Manteuffel aura certainement une page honorable dans l'histoire: il s'est jeté résolument à la rencontre d'une situation tout à fait pénible; les fonctionnaires qui le composent ont obéi avec dévouement et loyauté à la confiance royale qui leur imposait leurs portefeuilles. Mais ce ne sont point seulement des fonctionnaires obéissants: ce sont des hommes politiques dont on a besoin désormais pour prendre la tête d'un parti sérieux: faute de cet unique parti d'ordre et de conservation, la démagogie n'aura plus de contre-poids en Prusse. „

### Nouvelles importantes d'Angleterre.

REJET DE LA PROPOSITION COBDEN. — INTERPELLATION SUR LA QUESTION ITALIENNE.

LONDRES, 27 février. — La discussion sur la proposition de M. Cobden a occupé toute la séance d'hier de la chambre des communes. L'honorable membre a déclaré tout d'abord, en développant sa proposition, qu'il n'entendait pas que les dépenses du budget fussent réduites immédiatement au chiffre du budget de 1815. Il a reconnu qu'il était matériellement impossible d'effectuer *hic et nunc* une pareille réduction. Mais ce qu'il a voulu seulement, c'était de fournir à la chambre l'occasion d'exprimer un vœu à cet égard.

La proposition a été vivement combattue par le chancelier de l'échiquier qui a démontré, en citant les chiffres du budget proposé, que le gouvernement est bien décidé à entrer dans la voie des économies, puisqu'il consent à réduire cette année les dépenses publiques de près de 1,500,000 liv. st. le chancelier de l'échiquier n'était l'année dernière, que les chances de paix se sont grandement améliorées, que les révolutionnaires étrangers, comme ceux de l'intérieur, commencent à comprendre la folie de leurs menées. Ces considérations ont décidé le gouvernement à réduire de 10,500 hommes le chiffre de l'effectif de l'armée de terre. Enfin l'orateur a félicité le pays de ce que, au moyen des réductions projetées, l'équilibre sera rétabli entre les dépenses et les recettes. C'est tout ce que l'on pouvait espérer dans les circonstances actuelles, et le gouvernement ne peut prendre aucun engagement au-delà de ce résultat.

La motion a été appuyée par M. Hume, qui a accusé la chambre d'avoir chaque année prêté la main à l'augmentation des dépenses de l'état militaire dans un intérêt purement aristocratique, et par M. Mac-Gregor, qui a pris occasion de cette discussion pour développer son système d'impôts, système dont nous avons fait connaître les points principaux.

La chambre a passé à la division et a rejeté la proposition de M. Cobden par 275 voix contre 78.

Au commencement de la séance de la chambre des communes d'aujourd'hui, diverses interpellations ont été adressées au cabinet au sujet des affaires étrangères.

Lord Palmerston a répondu à une interpellation de M. Anstey, que le gouvernement autrichien est décidé à maintenir son autorité dans tous les pays qui lui ont été concédés par le traité de Vienne.

En réponse à une interpellation de M. Banks, le secrétaire d'Etat des affaires étrangères a déclaré que le gouvernement anglais n'a pas fourni des armes aux insurgés de la Sicile, mais qu'il a accordé l'autorisation à un négociant de fournir un certain nombre d'armes qui avaient été commandées depuis longtemps.

Lord Palmerston a refusé de s'expliquer sur les instructions données à sir Stratford Canning, lorsqu'il s'est rendu à Athènes.

Sur la proposition de M. Banks, la chambre a demandé par une adresse à la couronne, communication des documents d'après lesquels le secrétaire d'Etat des affaires étrangères a prétendu que des atrocités auraient été commises par l'armée napolitaine en Sicile.

Après ces divers incidents la chambre s'est occupée d'un objet d'un intérêt purement local.

M. Hume a annoncé qu'il demanderait communication de la liste de tous les traitements, salaires et pensions payés par le trésor public au dessus de 200 liv. st. en vue de proposer une réduction pour un certain nombre de ces allocations.

Hier, le prince et la princesse de Parme ont dîné au palais Buckingham.

— Les journaux ne contiennent aucune nouvelle de quel intérêt.

### OCCUPATION DE FERRARE PAR LES AUTRICHIENS.

Dans une lettre publiée récemment par les journaux italiens, Mazzini recommandait aux Romains de faire le siège de la Gabelle de Ferrare et de s'en emparer à tout prix. Il était impossible de donner un conseil plus dangereux pour les républicains et propre à attirer les Autrichiens au cœur de l'Italie centrale. L'événement n'a pas tardé à justifier ces prévisions. La nouvelle occupation de Ferrare par les Autrichiens est officielle.







on présume qu'il aura été arrêté par les bandes carlistes. Un postillon parti de Vitoria a porté seulement la correspondance des provinces.

A la dernière minute. Nous recevons à l'instant la nouvelle que la bande du Pimentero a été atteinte à Recuenco, village de la province de Cuenca. Neuf factieux sont restés sur la place, trois ont été blessés et 13 faits prisonniers. Neuf autres ont pu s'échapper. El Pimentero est au nombre des morts. (Heraldo.)

NOUVELLES DE LA CATALOGNE.

Toutes les lettres de la province de Gérone s'accordent à regarder comme anéantie la faction républicaine, depuis la déroute d'Ametler.

On écrit de Gérone, 15 courant, que 900 Carlistes se sont réunis dans la matinée à Amer, pour y faire célébrer un service funèbre en l'honneur de ceux des leurs qui ont péri dans l'affaire de Pasteral.

Voici les pertes exactes éprouvées par la faction républicaine dans la dernière bataille ordonnée par le capitaine général : Morts, 11 ; prisonniers, 73 (y compris le brigadier Molins et l'intendant Joazisti) ; soumis aux autorités espagnoles, 70 désarmés par les autorités françaises, 55 ; en tout, 209 hommes.

Nouvelles de France.

PARIS, 27 février. — Le Moniteur annonce que l'absence du corps diplomatique au service du 24 février est le résultat d'un malentendu que ce malentendu a été reconnu trop tard ; qu'il n'a pu être réparé qu'en partie.

— Le nonce apostolique à Paris a remis officiellement au ministre des affaires étrangères l'adresse du Saint-Père à toutes les puissances catholiques. Puis il a été reçu par le président de la république, auquel il a remis une lettre autographe du pape.

— Le comité central bonapartiste vient de se constituer sous la présidence de M. le général Bachelu.

— Une députation des clubs et des sociétés secrètes de Paris vient de partir pour Rome.

— L'acte d'accusation dressé par M. le procureur-général dans l'affaire du 15 mai a été notifié hier aux accusés. Il leur a été également remis une copie imprimée de toutes les pièces de la procédure.

— On lit dans le Moniteur :

Quelques désordres se sont manifestés sur divers points de la France, à l'occasion de l'anniversaire du 24 février 1848. L'anarchie ne s'est pas contentée partout, comme à Paris, d'envoyer ses comparses crier autour d'un édifice religieux, ou dans un banquet avorté, vive la république démocratique et sociale !

A Clamecy, 5 ou 600 personnes ont parcouru la ville, tambours en tête et drapeaux déployés, aux cris de : Vive Raspail ! vive la Montagne ! vive la guillotine ! A bas la calotte ! à bas les tyrans ! L'autorité du sous-préfet, du procureur de la république, du maire, a été méconnue et la force publique insultée. Le désordre n'a cessé que lorsque les perturbateurs ont appris que le sous-préfet avait mandé un bataillon du 17<sup>e</sup> léger qui arrivait à Coulanges.

A Toulouse, le préfet a dû suspendre deux compagnies de la garde nationale qui avaient défendu le bonnet rouge.

A Auch, un certain nombre de gardes nationaux, leurs officiers en tête, ont parcouru la ville en poussant des cris coupables ; ils ont même pénétré dans la caserne de la cavalerie. Mais l'intervention de la troupe a empêché les gardes nationaux de pousser plus loin leurs excès.

A Dijon, l'autorité a saisi des balles récemment fondues et de la poudre ; deux personnes ont été mises en état d'arrestation.

A la Guillotière (Rhône), des factieux ayant arboré le bonnet rouge, le préfet a mis les autorités municipales en demeure de l'enlever.

Dans le département de la Drôme, les maires ayant refusé leur concours pour faire disparaître cet emblème de désordre, le préfet a conduit l'opération en personne, assisté de plusieurs détachements de l'armée des Alpes.

Il en a été de même à Carcassonne, où, malgré les menaces des anarchistes, cette mesure n'a produit d'autre émotion que la joie qui s'est emparée de tous les honnêtes gens.

A Uzès, une passinade de carnaval, tolérée à tort par l'autorité municipale, a donné lieu, le 22 février, à une rixe qui aurait pu avoir de graves conséquences. Sept arrestations ont été opérées.

A Narbonne, le scandale a été plus grand encore. Les membres du club qui représente la république rouge, ont insulté par une mascarade indécente le président de la république. Cette exhibition, qui outrageait les lois, a duré plus de deux heures, sans que le sous-préfet et le maire se soient montrés, sans que la police soit intervenue. Un outrage semblable a été infligé au lieutenant de la garde nationale à cheval, qui est connu pour un défenseur énergique de l'ordre.

Le ministre de l'intérieur, averti par le télégraphe, s'est concerté avec le ministre de la guerre pour diriger des renforts sur Narbonne où l'on craignait de nouveaux troubles pour le 25. Grâce à la présence d'un bataillon de la ligne, cette journée s'est passée dans le calme. La justice informe sur les désordres du 22.

Le sous-préfet qui a montré une telle incertitude est déjà révoqué par un arrêté du 21 février. Il y aura lieu de prendre à l'égard de la garde nationale et du pouvoir municipal, des mesures sévères. Là, comme ailleurs, le gouvernement ne manquera à aucun de ses devoirs.

— Les journaux de Bordeaux, du 25, arrivés hier soir, ne donnent pas de nouvelles locales. Ils ne parlent donc pas des troubles annoncés par la Patrie. A la vérité, la nouvelle de la Patrie est extraite d'une dépêche télégraphique :

— Nous apprenons dans l'Assemblée nationale la nouvelle suivante que nous ne pouvons pas sur nous de garantir :

On s'est beaucoup occupé à la bourse de la nouvelle aujourd'hui officielle de départ de la garde nationale russe de Pétersbourg.

Cette garde, on le sait, est composée de 52,000 hommes de troupes d'élite ; elle n'avait pas quitté Pétersbourg depuis 1831, époque de la grande guerre contre la Pologne.

La garde impériale était déjà à Vienne et en 1<sup>er</sup> mars elle sera sur l'extrême frontière.

On se dirigeant toutes ces forces immenses :

Voici comment la Réforme traite les ambassadeurs à cause de leur absence de la cérémonie républicaine :

« Le peuple ne s'est pas même inquiété de l'absence des ambassadeurs monarchiques, obéissant par ordre ou par mépris, les grands seigneurs ! — Et pour quoi s'étonner, en effet, pourquoi prendre souci de cette inévitable inconvenance ? »

« Le peuple de février leur fit grâce quand ils étaient là, comme les royautes, affaiblies et tremblantes sous sa main. Ils l'insultent aujourd'hui dans ses morts. Mais qu'importe, encore une fois ? Que les laquais, les valets de sauter un grand peuple qui passe, restent derrière la voiture des maîtres et se dansent dans les rues, en 93, en juillet, en février, nous avons envoyé chez eux des députés qui se sont assez bien établis dans leurs royaumes, et si les quelques princes étrangers de Paris qui renouvent nos reconquêtes veulent venir nous regarder de leurs domaines, ils y seront accueillis avec six révolutions de tête et de bras, et qui s'efforcent de leur enlever nos bannières et nos martyrs ! — Or, cela ne vaut-il pas la révérence de quelques donataires féodaux ? »

« Quel magnanimité de la part du peuple de la Réforme ! n'aurait pas assassiné les ambassadeurs ! »

— Deux banquets commémoratifs du 24 février ont eu lieu à Paris. L'un, auquel assistaient la plupart des députés Montagnards, a réuni environ 1,200 convives, à 1 fr. 25 c., dans la salle de la Fraternité, rue Martel.

Le président, M. Fosseyeux, a porté un premier toast : « Aux mânes des Montagnards de 93 », M. Pierre Leroux a porté un toast : « A la solidarité humaine », M. Brieobar, socialiste américain, a prononcé un discours en l'honneur de la France, M. Ledru-Rollin, qui lui a répondu, s'est exprimé en ces termes sur les hommes qui gouvernent aujourd'hui la France :

« Qu'ont-ils pour empêcher le progrès ? Ils ont une armée ; mais que peut une armée contre une idée ? Que feraient les 100,000 hommes qui sont à Paris, si demain on voulait porter atteinte à la constitution ? (Bruyants applaudissements.) Dernièrement, au 29 janvier, n'avons-nous pas vu une armée improvisée pendant la nuit ? Leur armée est composée de nos frères ; qu'ils laissent l'armée à Paris pendant un mois, l'armée est socialiste ! Savez-vous ce qu'ils font alors ? Ils éloignent de Paris les régiments pestiférés, et ces régiments vont dans les départements former des prosélytes au socialisme (Applaudissements prolongés.)

« En résumé, l'idée est formidable parce qu'elle est honorable, parce qu'elle est dans ce monde pour réaliser sa volonté, l'idée, c'est quelque chose de surnaturel ; elle a la puissance de l'élément, la vitalité de la nature ; ils auront beau se roidir, le courant les précipitera dans l'eau. »

Le second banquet, organisé par l'Association démocratique des Amis de la constitution offre également quelques détails caractéristiques. M. Buchez le présidait. M. Ph. Lebas (fils du fameux conventionnel Lebas, ami de Robespierre) a porté un toast à la démocratie européenne. Il a parlé avec enthousiasme de la dernière révolution de Rome et du grand exemple que la république romaine et la république toscane donnent aujourd'hui à l'Italie.

Le toast le plus remarquable est celui du prince Pierre Bonaparte. « Citoyens, a dit le prince Pierre, buvons au gouvernement provisoire. (Oui ! oui ! bravo !)

Buvons au gouvernement provisoire qui, le premier, a eu l'insigne honneur de convoquer le peuple souverain au plein exercice de ses droits. (Bravo ! bravo !)

Au gouvernement provisoire qui nous a dotés du suffrage universel (bravo ! bravo !) et qui, par le suffrage universel, a fondé à jamais la république démocratique. (Applaudissements prolongés mêlés de cris de vive la république !)

— Ce qui fait le fond de nos mœurs, c'est un orgueil déréglé. Le besoin de poser devant le public est devenu une maladie. On a vu des criminels se draper dans leurs forfaits. Tout est théâtre ; la vie est un rôle, et mourir, c'est baisser la toile. Voilà la plaie de ce siècle. Pas un esprit si médiocre qui ne rêve de bouleverser le monde ; la subordination est bannie du monde moral ; nul ne croit qu'en soi-même, et il y en a, comme M. Proudhon, qui détrouent Dieu, pour n'avoir rien qui les surpasse dans le ciel comme sur la terre. O prodige de folie ! ô abîme creusé par la folie qui se retire !

« Je forme une entreprise qui n'eût jamais d'égale, qu'aucune n'égalerait jamais. »

« Je veux changer la base de la société, déplacer l'axe de la civilisation, faire que le monde qui, par l'impulsion de la volonté divine, a tourné jusque ce jour d'Occident en Orient, mu désormais par la volonté de l'homme, tourne d'Orient en Occident. » (Le Pays.)

— La république est au-dessus du vote universel, parce qu'un peuple n'a pas le droit de ne pas vouloir de la république. (\*)

Voilà à quelle maxime de grossier despotisme devaient aboutir les déclamations du faux libéralisme et de la démagogie radicale et socialiste sur les droits du peuple. La franchise du journal de M. Proudhon est féconde en enseignements précieux pour la France ; elle ne lui laisse rien ignorer de la dégradation morale à laquelle le socialisme aspire à la faire descendre. C'est à nous à profiter de ces utiles avertissements. (La Vérité.)

(\*) Ces lignes se trouvent textuellement dans le journal le Peuple publié par Proudhon.

THEATRE-ROYAL-FRANÇAIS DE LA HAYE. Samedi 3 mars 1849. — (Représentation N° 109.) La troisième représentation de : GILLE RAVISSEUR, opéra bouffon en un acte, paroles de M. Sauvage, musique de M. A. Grisar. Précédé de : LUCIE DE LAMMERHOOR, grand-opéra en quatre actes, paroles françaises de l'italien par M. G. Vaëz, musique de Donizetti. On commencera à 7 heures précises.

KONINKLIJKE HOLLANDSCHE SCHOUWBURG. Vrijdag 2 Maart 1849. (Geen abonnement, diploma's noch vrijbiljetten gangbaar.) Ter benefice van den Heer A. PETERS. GIOVANNI DI PROCIDA, drama in vijf bedrijven, door H. J. Schimmel. Versierd met nieuwe costumes. Nooit alhier vertoond. Aanvang ten half seven ure.

FONDS PUBLICS ET BULLETINS DE BOURSE. Amsterdam, Mercredi 28 février. — La tendance générale du marché en fonds hollandais était peu favorable aujourd'hui. Les actions étaient peu animées. En fonds étrangers les portugais étaient plus en faveur. — Les autrichiens étaient plus offerts. — Les russes n'ont pas varié. — Les belges étaient en baisse de 3/4. — Les hollandais étaient en baisse de 1/2.

PARIS, MARDI 27 FÉVRIER. — La baisse sur les fonds publics et sur la plupart des autres valeurs, a fait aujourd'hui de sensibles progrès. La confirmation de l'occupation de Ferrare par les troupes autrichiennes et les besoins de la liquidation qui commencent à se faire sentir sont les principales causes qu'on a fait valoir pour expliquer le mouvement du jour. On craint que les Autrichiens ne se bornent pas à l'occupation de Ferrare, et qu'ils ne pénètrent plus avant dans l'Italie centrale ; ce qui pourrait déterminer de notre côté, une démonstration armée ; c'est dans ces prévisions que les acheteurs sérieux paraissent s'être retirés momentanément du marché. Il paraît, aussi, que quelques gros acheteurs de ces jours derniers se sont complètement retournés et se trouvent maintenant vendeurs, poussant naturellement à la baisse, afin d'amener des cours plus bas pour rentrer dans la rente. Cette baisse aura du moins un bon côté, c'est qu'elle facilitera beaucoup la liquidation de fin du mois, qui aurait été sérieusement compromise, si le mouvement de hausse avait continué avec autant de vigueur que la semaine dernière.

Londres, MARDI 27 FÉVRIER. — La faillite de M. F. J. Murphy à Cork est de 80,000 liv. st. Des lettres de Hambourg annoncent que l'on y a reçu la nouvelle de la faillite de MM. Bohlhoner et Co à Livourne.

La faiblesse des fonds augmente. Les Consolidés ont une tendance à la baisse aujourd'hui ; ils ont fait 97 1/4 au comptant et 92 3/8 à terme. Le cours le plus élevé a été 93. A 3 heures on restait 92 1/2, 5/8 au comptant et 92 5/8 3/4 à terme. 3 1/2 réduits 92 5/8 2/1. 3 1/4 0/0 93 3/4 7/8. Bons de l'Échiquier (juin) 42 à 45 et 35 à 38 (advertised.) Actions de la Banque 194 à 196.

Peu d'affaires en fonds étrangers. Le marché est faible. Mexicains 26 1/2 3/4 ; Espagne 5 0/0 17 1/2 ; Brésil 82 1/2, 83 1/2 ; nouveau 81 1/2 ; Hollandais 2 1/2 0/0 50 ; 4 0/0 80 3/4 à 1/2.

Madrid, LUNDI 19 FÉVRIER. — 3 % 23 au comptant, (après la bourse 23 P.) — 5 0/0 11 1/2 P., (après la bourse 10 1/2 A., 11 5/8 P.) — Dette sans intérêt 4 1/4 P., (après la bourse 4 1/8 ; 3/16 P. ; 4 1/4 offert.) — Billets du trésor 76 1/2 à 77 1/2 P. — Changes : Paris 122 1/2 à 123 A. — Banque de St-Pétersbourg 56 A., 58 A. — Changes : Paris 122 1/2 à 123 A. — Banque de St-Pétersbourg 56 A., 58 A. — Changes : Paris 122 1/2 à 123 A. — Banque de St-Pétersbourg 56 A., 58 A.

Un avis officiel, publié dans la Gazette de Madrid du 17 courant, annonce qu'il avait été émis au 31 décembre les obligations suivantes de la dette intérieure :

Table with 4 columns: Série A, B, C, D, E; Valeur; Obligations; Total. Total: 26,669 obligations jusqu'au n° 28,005.

BOURSE D'AMSTERDAM DU 28 FÉVRIER. Table with 3 columns: Dénomination, Cours, Variation. Includes items like Dette act., Dito int., Coup. Ardoin., etc.

BOURSE DE ROTTERDAM DU 28 FÉVRIER. Table with 3 columns: Dénomination, Cours, Variation. Includes items like PAYS-BAS.— Dette activ., Dito dito, etc.

BOURSE DE PARIS DU 27 FÉVRIER. Table with 3 columns: Dénomination, Cours, Variation. Includes items like fin cour., Emprunt 1847, etc.

BOURSE DE LONDRES DU 27 FÉVRIER. Table with 3 columns: Dénomination, Cours, Variation. Includes items like Cons. Compt., D' en liquidat., etc.

BOURSE D'ANVERS DU 28 FÉVRIER. Table with 3 columns: Dénomination, Cours, Variation. Includes items like BELG. U. de la hq. B., etc.

BOURSE D'AMSTERDAM DU 28 FÉVRIER. Table with 3 columns: Dénomination, Cours, Variation. Includes items like Amsterdam c<sup>t</sup>, Rotterdam c<sup>t</sup>, etc.

PAR TÉLÉGRAPHE. Bourse d'Amsterdam, Mardi 1<sup>er</sup> Mars. COURS DE CLÔTURE À 5 HEURES. PAYS-BAS.— Dette active, Dito dito, Dito dito, etc. FRANCE.— Dette active, Dito dito, etc. PÉROU.— Dette active, Dito dito, etc.